DOSSIER : ÉCONOMIE

Garantir un avenir équitable

Par Susanne Jalbert

Un prêt modique a permis à cette femme de se lancer dans les affaires : elle vend des fruits et des légumes au marché d'un quartier de Tbilissi (Géorgie). USAID

En 1995, des militantes de 189 pays ont planché sur la question de l'équité en matière de genre lors de la Quatrième conférence mondiale des Nations unies tenue à Beijing et de celle que des organisations non gouvernementales avaient organisée, en marge, à Huairou. Avec passion, vision et détermination, elles ont formulé un plan visant à garantir aux femmes un avenir plus équitable. Aujourd'hui, nous prenons la mesure des progrès accomplis à cet égard depuis l'introduction à Beijing du Programme d'action en douze points. Et nous nous interrogeons sur la manière de promouvoir plus efficacement le potentiel économique des femmes et l'égalisation des chances entre elles et les hommes. On note des progrès, mais ils sont insuffisants.

L'objectif d'une participation économique plus équitable reste difficile à atteindre pour les femmes. Ces dernières font les deux tiers du travail dans le monde, en particulier dans l'agriculture, mais elles touchent seulement 10 % des revenus (InterAction, 2009) ; ne détiennent que 1 % des avoirs (www.onlinewomeninpolitics.org) ; et forment 70 % des pauvres de la planète (Organisation internationale du travail). « Que les femmes travaillent dans des pays industrialisés ou dans le monde en développement, à la campagne ou en ville, la plupart d'entre elles continuent d'assumer le triple fardeau de l'éducation des enfants, des tâches ménagères et des activités qui apportent un revenu à leur famille » : telle est la conclusion qui

ressort du livre blanc rédigé par Soroptimist International et publié sous le titre de « Women at Work ».

Revenus : les femmes sont encore à la traîne

Les femmes continuent de gagner moins que les hommes dans le monde entier. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, leurs salaires oscillent aux alentours de 30 % de ceux des hommes ; en Amérique latine et en Asie du Sud, de 40 % ; en Afrique subsaharienne, de 50 % ; et en Asie de l'Est et dans les pays développés, de 60 % à 70 %. En 2009, 134 pays ont été évalués sur la base de cinq indicateurs de performance économique. Conclusion : c'est au Moyen-Orient que l'inégalité des sexes est la plus marquée en matière de possibilités économiques (The Global Gender Gap Report 2009).

Les faits observés dans les pays développés semblent justifier les attentes en matière d'équité sur le plan économique. Selon Building Gender Balanced Business, aux États-Unis, ce sont les femmes qui prennent 80 % des décisions liées à l'achat de biens de consommation ; au Canada, ce sont elles qui montent 70 % des petites entreprises ; au Royaume-Uni, 60 % des avoirs personnels seront entre les mains des femmes d'ici à 2025 ; et à l'échelle mondiale, on compte plus de femmes que d'hommes dans la catégorie des millionnaires âgés de 18 à 44 ans. Par contre, les données recueillies par les Nations unies auprès de pays en développement, en transition ou déchirés par des conflits indiquent que les femmes restent marginalisées. Elles sont soit absentes, soit sous-représentées, dans la prise de décisions économiques ou de politique générale.

La formulation de politiques neutres en matière de genre sert de cadre à l'appui d'une gouvernance équilibrée, efficace et de qualité. C'est aussi un catalyseur d'une croissance économique saine et de l'interaction cohérente des trois secteurs de la société : le public, le privé et le monde des affaires. Un accès équitable aux avoirs, au crédit, au capital ou aux droits de propriété fait défaut à la plupart des femmes (International Center for Research on Women). Dès lors, l'adoption de politiques neutres quant au genre répond à une nécessité.

À Chisinau (Moldavie), la fondatrice et directrice du Centre international pour l'avancement des femmes dans les affaires, Tatiana Batushkina, a un grand nombre de préoccupations : elle vise la création d'un environnement au sein duquel les femmes pourront communiquer entre elles, connaître à fond leurs droits dans la société, discuter leurs préoccupations d'ordre écologique, résoudre des obstacles économiques et éliminer la résistance du public à la participation des femmes au monde des affaires. À Jeddah, en Arabie saoudite, la fondatrice et directrice du Comité féminin pour le changement juridique, Bayan Mahmoud Zahran, a pour préoccupation numéro 1 de trouver la réponse à la question suivante : « Comment peut-on accroître les connaissances économiques de base et la sensibilisation juridique pour atteindre un sommet de justice ? » Une Ukrainienne chef d'entreprise, Elena Baryshnikova, cherche en priorité à faire assouplir la réglementation commerciale, d'une sévérité notoire en Ukraine. Elle est la fondatrice et directrice de Lex-Service Audit à Sébastopol et de la Business Education Alliance (www.bea.com.ua) à Kiev.

Disparités entre les sexes : le fossé se comble

Il y a des signes encourageants. Sur les 115 pays mentionnés dans le rapport 2009 du Forum économique mondial, plus des deux tiers, depuis 2006, ont affiché des gains en ce qui concerne l'indice global d'inégalité entre les sexes établi par le Forum, ce qui montre que le monde, dans l'ensemble, a fait des progrès dans la voie de la réduction des inégalités (The Global Gender Gap Report 2009).

La participation des femmes à la vie des entreprises du secteur privé, qu'elles soient grandes ou petites et qu'elles relèvent du secteur formel ou informel, est un moteur économique crucial pour les sociétés -- où qu'elles se trouvent au monde. « Quelle forme devrait revêtir l'autonomie économique ? », s'est interrogée Nino Elizbarashvili, présidente de l'Association géorgienne des femmes d'affaires, sise à Tbilissi (Géorgie), pendant un entretien. La sécurité économique peut affecter en bien toutes les facettes de la vie d'une femme et se manifester d'une myriade de façons, y compris à travers ses effets positifs sur la santé, l'éducation et la vitalité des familles, sur la liberté de consommation et de production et sur la capacité de contribuer davantage à la transformation civique et politique.

Au Kurdistan, Suzan Aref, directrice de la Women's Empowerment Organization (www.womenempowerment-iraq.com/index.htm), s'est posé la question suivante : « Comment pouvons-nous, en tant que femmes, faire tomber davantage de barrières ? Comment pouvons-nous mieux promouvoir la sécurité, les droits des femmes à titre de

Une styliste à l'Institut de recherche pour la maroquinerie et les chaussures à Hanoï (Vietnam) cherche à donner un avantage compétitif aux fabricants vietnamiens en améliorant la gamme des produits qu'ils proposent. RICHARD NYBERG/USAID

droits humains, l'équité en matière de genre, la participation politique et l'engagement économique ? » Une mesure ponctuelle consiste à combler l'écart entre les sexes en renforçant le pouvoir d'action des femmes dans la sphère économique et en misant sur l'éducation, c'est-à-dire en encourageant l'inclusion des femmes dans les activités économiques à l'école primaire. Voici d'autres solutions : les lois doivent être réformées, les pratiques en matière d'attribution des terres réformées, l'accès à la justice amélioré et les obstacles à la pénétration sur le marché éliminés. Les avantages économiques de la réduction des barrières à la participation des femmes à la vie active sont considérables ; comme le font observer les auteurs du Global Gender Gap Report, entre 2006 et 2009, des 115 pays visés par l'enquête, 98 (85 %) ont amélioré leur performance. Quand les femmes ont accès aux ressources économiques et qu'elles en ont la maîtrise, elles accroissent la productivité et leurs revenus. Il leur est donc plus facile de nourrir, d'habiller et d'éduquer leur famille.

Les questions économiques qui affectent les femmes sont très variées, et la liste des obstacles liés aux politiques qu'il faut démanteler est bien longue. Si nous souhaitons vraiment vivre dans des sociétés équitables, c'est maintenant qu'il faut agir. À l'heure actuelle, la priorité numéro 1, ce sont les politiques. Qu'elles soient décidées publiquement ou dans une quelconque assemblée du gouvernement, loin des regards, elles jouent un rôle essentiel pour ce qui est de déterminer la direction imprimée à notre monde. Les voix des femmes doivent être entendues pour transformer et améliorer les conditions économiques actuelles. Pour promouvoir le progrès, le secteur public, le privé et le monde des affaires de tous les pays doivent s'unir afin de faire adopter des politiques capables d'assurer un avenir équitable.

Susanne Jalbert est une militante renommée spécialiste des questions économiques et l'architecte du programme de développement des petites entreprises en Irak. Elle se bat pour le renforcement de la capacité d'association des femmes dans le monde des affaires. Elle s'exprime souvent, à l'écrit comme à l'oral, sur le rôle et l'impact des associations de gens d'affaires, des femmes chefs d'entreprise, des campagnes contre la traite et des programmes de développement des entreprises.